

DÉCLARATION SUR LA MIGRATION MONDIALE ET LE SORT DES RÉFUGIÉS

Original : anglais

Le Conseil de l'IS considère que la migration a joué un rôle central et positif tout au long de l'histoire de l'humanité ; nos ancêtres s'étant déplacés vers différentes régions de la planète en quête de perspectives d'avenir, de liberté et d'une meilleure qualité de vie. Ce sont des personnes qui ont contribué au développement et au progrès de leur région d'accueil grâce à leurs talents et à leurs efforts, façonnant les pays du monde tels que nous les connaissons aujourd'hui.

Le Conseil rejette toute tentative visant à présenter la migration au XXI^e siècle comme un phénomène négatif et la diabolisation associée des personnes traversant les frontières nationales. Les partis sociaux-démocrates s'opposent à la rhétorique anti-immigration de la droite populiste, qui ne fait que désigner des boucs émissaires sans dégager de solutions aux réalités actuelles.

L'engagement pris par le Conseil de l'IS sur la migration est ancré dans la Charte des droits des migrants de l'IS, adoptée par le Conseil aux Nations Unies à New York en 2015. Ce document, que tous les partis membres de l'IS se sont engagés à respecter, souligne les droits humains fondamentaux de tous les migrants, basés sur le respect de la vie humaine et des libertés fondamentales.

Le Conseil a étudié les tendances actuelles de la migration mondiale :

La mort de milliers de migrants en mer Méditerranée ces dernières années, alors qu'ils tentaient de la traverser en direction de l'Europe, est une catastrophe humanitaire de grande ampleur et une source de honte profonde pour l'humanité. Alors que nous avons besoin de solidarité, de compassion et d'assistance envers les autres habitants de cette planète, la rhétorique anti-migrants des partis populistes a créé une situation où il s'agit bien plus d'éloigner les migrants que de veiller sur la vie humaine. À cet égard, le Conseil est extrêmement préoccupé par la position récemment adoptée par les gouvernements d'Italie et de Malte en faveur du renvoi des navires ayant besoin d'assistance après avoir secouru des rescapés en mer Méditerranée. Le Conseil est également préoccupé par l'absence de réponse politique concertée au niveau européen, alors que les forces populistes et les nationalistes imposent leurs politiques migratoires caractérisées par la fermeture des frontières et la xénophobie. Ces déplacements de personnes exigent une réponse humaine et plutôt qu'une tentative de rendre les frontières extérieures de l'Europe infranchissables, et le Conseil applaudit les mesures prises par le gouvernement socialiste espagnol de Pedro Sanchez, vice-président de l'IS, pour donner à ces personnes un refuge.

L'émergence, l'année dernière, d'éléments attestant de la vente d'êtres humains comme esclaves en Libye est une preuve choquante et abominable du mépris profond pour les droits humains des migrants, bien souvent amenés involontairement dans le pays sur des prétextes fallacieux de trafiquants d'êtres humains. Une attention particulière est portée aux femmes et aux enfants, qui sont souvent victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Les migrants sont parmi les personnes les plus vulnérables de la société et particulièrement exposés à l'exploitation et aux mauvais traitements. Dans ce contexte, les récentes sanctions imposées par les Nations Unies à six Libyens responsables d'un réseau transnational de trafic et de traitement brutal à l'encontre des migrants constituent une étape positive pour la défense des droits humains.

Les partis populistes ont réussi à exploiter la question de la migration afin de remporter les élections et il est crucial que les partis sociaux-démocrates répondent. Tous les partis politiques doivent entendre les préoccupations légitimes de l'électorat, mais les sociaux-démocrates ont l'obligation morale et politique de défendre les droits humains des migrants et leur contribution au pays d'accueil. Ceux qui cherchent à attribuer les difficultés économiques, l'absence de cohésion sociale, le chômage et d'autres problèmes de société aux migrations le font par volonté d'arrêter les migrations et non pas pour trouver des solutions. En revanche, la recherche de solutions appropriées, justes et durables aux conséquences de la migration mondiale est au cœur de la démocratie sociale.

Il est tout aussi primordial de lutter contre la désinformation, en particulier les discours voulant que le monde développé soit assiégé par la migration de masse. Environ 85 % des réfugiés dans le monde sont accueillis par les pays en développement, lesquels sont bien souvent en proie à de graves problèmes économiques et sociétaux. Ceci n'est nulle part aussi vrai qu'en Afrique, qui accueille plus de réfugiés que toute autre région du monde, alors que le continent est présenté comme étant à l'origine de la crise mondiale des réfugiés.

Le Conseil condamne la politique de séparation des enfants migrants, principalement latino-américains, de leurs parents et leur placement en centre de détention, tel que l'a instituée l'actuelle administration américaine. Un tel traitement est fondamentalement cruel et constitue une violation manifeste des droits humains de ces enfants vulnérables, nombre d'entre eux sont extrêmement jeunes et risquent par conséquent de vivre un traumatisme.

Le Conseil rappelle ses précédentes déclarations sur le peuple Rohingya et enjoint à maintenir l'attention sur le sort des personnes forcées de fuir le Myanmar et chercher refuge au Bangladesh voisin. Il réitère ses appels à mettre fin aux persécutions et aux violations des droits humains à l'encontre des Rohingyas, rappelant le droit de tous les Rohingyas à revenir chez eux avec une garantie de sécurité, et exhorte la communauté internationale à maintenir la pression exercée sur les dirigeants et le gouvernement du Myanmar.

À l'heure actuelle, le nombre de personnes déplacées de force dans le monde est supérieur à tout ce qui a été enregistré depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce nombre comprend aussi bien les réfugiés transfrontaliers que les déplacés internes, et est représentatif des incidences plus vastes des conflits, du terrorisme et des changements climatiques sur les populations vulnérables. Le Conseil souligne que l'absence de mesures visant à trouver des solutions à la crise mondiale des réfugiés pourrait l'emporter si rien n'est fait pour lutter contre les causes à l'origine des mouvements transfrontaliers de personnes. Ceci exige une action concertée en faveur de la résolution des conflits, de la consolidation de la paix, du développement durable, de la démocratisation et de la lutte contre les changements climatiques. Voilà les défis majeurs de notre temps et ils ne pourront pas être relevés par un seul pays. Au cœur des réponses à apporter à la migration mondiale et au sort des réfugiés se trouve donc le principe du multilatéralisme.

La migration est une question que nous devons aborder avec humanité et avec le courage de nos convictions en tant que socialistes, au nom de la solidarité, du respect et de la justice sociale. Nous ne pouvons accepter la catégorisation simpliste des migrants légaux (demandeurs d'asile, réfugiés, etc.) d'une part, et des migrants illégaux (tous les autres, économiques, environnementaux) d'autre part, donnant la possibilité aux populistes de décider qui est accepté et qui ne l'est pas. Nous devons rétablir des canaux légaux pour la migration légale et les personnes déplacées de force. Nous devons nouer des relations stables avec les pays d'origine et de transit en vue d'une gestion conjointe des flux migratoires, en les aidant dans leur processus de développement et en créant des institutions démocratiques respectueuses des droits humains.